

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29363]

14 JUILLET 2015. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'enseignement obligatoire, à la Culture, à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à la garantie de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1^{er}. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française*

Article 1^{er}. A l'article 7, § 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française un point 5° libellé comme suit est ajouté :

« 5°, une dotation exceptionnelle :

- En 2015 d'un montant de 20.000.000 €
- En 2016 d'un montant de 20.600.000 €
- En 2017 d'un montant de 6.900.000 € ».

Art. 2. L'article 8bis, § 2 du décret du 5 février 1990 précité est remplacé par le texte suivant :

« Nonobstant la majoration prévue au § 1^{er}, la dotation prévue à l'article 7 § 2, 3° est également majorée annuellement de :

- Euro 2.656.000 de 2011 à 2037
- Euro 2.656.000 de 2014 à 2040
- Euro 2.656.000 de 2015 à 2018
- Euro 2.656.000 de 2039 à 2041 »

Art. 3. Le paragraphe 3 de l'article 8bis du décret du 5 février 1990 précité est remplacé par le texte suivant :

« Nonobstant les majorations prévues au §§ 1 et 2, la dotation prévue à l'article 7, § 2, 3° est également majorée de :

- Euro 1.585.000 de 2012 à 2030
- Euro 1.490.000 en 2031 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 4. A l'article 3, § 3bis, alinéa 3, b) de la loi du 29 mai 1959 telle que modifiée en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2014, les chiffres « 70,99 % » et « 4,01 % » sont remplacés respectivement par les chiffres « 70,33 % » et « 4,67 % ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire*

Art. 5. A l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, b) et e) du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 18 décembre 2014, les chiffres « 4,01 % » sont remplacés par les chiffres « 4,67 % ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire*

Art. 6. A l'article 1^{er}, § 4bis, 1° de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, les mots suivants sont ajoutés :

« Cette autorisation ne peut être accordée que pour des motifs exceptionnels et notamment après avis du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et du centre psycho-médico-social compétent. Si l'autorisation est refusée, les parents peuvent néanmoins demander le maintien en 3ème maternelle avec l'accord du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française mais, dans ce cas, l'élève n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'encadrement et des dotations ou subventions de fonctionnement. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 7. A l'article 12, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les phrases suivantes sont ajoutées à la fin du point 1° :

« Pour les types 1, 3 et 8, le rapport d'inscription doit notamment décrire, le cas échéant, selon les modalités fixées par le gouvernement, l'accompagnement et les aménagements raisonnables mis en place dans l'enseignement ordinaire et démontrer que ceux-ci se sont révélés insuffisants pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève.

Un manque de maîtrise de la langue de l'enseignement ou l'appartenance à un milieu social défavorisé ne constitue pas un motif suffisant d'orientation vers l'enseignement spécialisé. »

Art. 8. Dans le même décret, il est ajouté un article 44quater libellé comme suit :

« Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement peut octroyer un capital-périodes complémentaire aux écoles d'enseignement fondamental spécialisé organisant une pédagogie adaptée pour les élèves avec autisme, aphasiques ou dysphasiques; polyhandicapés ou avec handicaps physiques lourds mais disposant de compétences intellectuelles leur permettant d'accéder aux apprentissages scolaires,

aux écoles d'enseignement spécialisé pratiquant l'intégration, aux écoles d'enseignement ordinaire ou spécialisé organisant un projet particulier visant à un meilleur accompagnement de l'élève à besoins spécifiques.

Ces périodes sont octroyées annuellement dans les limites des moyens budgétaires. Pour l'année 2015-2016, ces moyens correspondent à 50 % des moyens obtenus par la modification de la mesure reprise aux § 2 alinéa 2 et § 3 de l'article 132 du même décret.

Les emplois ainsi créés ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. »

Art. 9. Dans le même décret, il est ajouté un article 97bis libellé comme suit :

« Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement peut octroyer un capital-périodes complémentaire aux écoles d'enseignement secondaire spécialisé organisant une pédagogie adaptée pour les élèves avec autisme; aphasiques ou dysphasiques; polyhandicapés ou avec handicaps physiques lourds mais disposant de compétences intellectuelles leur permettant d'accéder aux apprentissages scolaires, aux écoles d'enseignement spécialisé pratiquant l'intégration, aux écoles d'enseignement ordinaire ou spécialisé organisant un projet particulier visant à un meilleur accompagnement de l'élève à besoins spécifiques.

Ces périodes sont octroyées annuellement dans les limites des moyens budgétaires. Pour l'année scolaire 2015-2016, ces moyens correspondent à 50 % des moyens obtenus par la modification de la mesure reprise aux § 2 alinéa 2 et § 3 de l'article 132 du même décret.

Les emplois ainsi créés ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. »

Art. 10. A l'article 132 du même décret, les §§ 2 et 3 sont remplacés par les paragraphes suivants :

« § 2. Pour chaque élève intégré en enseignement fondamental et secondaire ordinaire, il est accordé quatre périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé.

Pour chaque élève, relevant de l'enseignement spécialisé de type 4, 5, 6 ou 7, intégré dans le 3ème degré de l'enseignement secondaire, il est accordé huit périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé.

§ 3. Dans le 3e degré de l'enseignement secondaire, il est également accordé 8 périodes hors nombre total de périodes-professeur à l'établissement d'enseignement ordinaire qui accueille pour son accompagnement, l'élève intégré relevant de l'enseignement spécialisé de type 4, 5, 6 ou 7. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 11. A l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 1bis rédigé comme suit est ajouté :

« § 1bis Pour la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016, les établissements rédigeront un avenant à leur PGAED, sur base d'un modèle fixé par le Gouvernement. ».

2° au § 3, les mots « 30 juin 2016 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2017 » et les mots « sixième et la septième » sont remplacés par les mots « septième et la huitième ».

Art. 12. Dans le même décret, il est créé un nouvel article 44bis, rédigé comme suit :

« Article 44bis – Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, à l'article 4, alinéas 1^{er}, 8 et 9, à l'article 5, à l'article 6, § 2, alinéa 3 et § 4, à l'article 7, § 2, alinéa 3 et § 4, à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 5 et § 2, alinéa 1^{er}, la période quinquennale ayant pris cours le 1^{er} septembre 2010 est prolongée jusqu'au 31 août 2016. »

Titre II. — Dispositions relatives à la Culture

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 13. § 1^{er} Pour les années 2015 et 2016, le Gouvernement n'opère aucune nouvelle reconnaissance ou nouvel agrément sur la base des décrets suivants :

- le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques,
- le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de centres d'expression de créativité et des centres d'expression et de créativité,
- le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels,
- le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique.

Après consultation des instances d'avis compétentes, le Gouvernement fixe les modalités spécifiques de la procédure pour les demandes à introduire en vue d'une nouvelle reconnaissance ou d'un nouvel agrément prenant effet pour les années 2017 et suivantes en ce compris les modalités de nouvelle reconnaissance et nouvel agrément relatives aux dossiers introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement peut reconnaître, à leur demande, durant les années 2015 et 2016,

- les centres culturels déjà reconnus sur base décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels;
- les centres d'expression de créativité déjà reconnus sur base de la circulaire ministérielle du 1^{er} novembre 1976 relative aux centres d'expression et de créativité, ainsi que les ASBL non reconnues ayant déposé une demande de reconnaissance comme centre d'expression et de créativité avant le 30 juin 2015;
- les fédérations de pratiques artistiques en amateur déjà reconnues sur base de l'arrêté royal du 16 juillet 1971 établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations nationales et régionales d'éducation permanente;

moyennant la poursuite des seules subventions octroyées avant cette reconnaissance par dérogation respectivement aux dispositions du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels et du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de centres d'expression de créativité et des centres d'expression et de créativité. Pour les ASBL non

reconnues ayant déposé une demande de reconnaissance comme centre d'expression et de créativité avant le 30 juin 2015, la reconnaissance se fera sans subventionnement.

§ 3. A l'article 106 § 2 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels :

- l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « A partir du 1^{er} septembre 2015, les dispositions du présent décret leur sont applicables ».
- l'alinéa 3 est complété par les termes « sauf dérogation du Gouvernement en vue d'une application en 2017 du subventionnement prévu au chapitre VII suite à des décisions du gouvernement prises en 2017. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques*

Art. 14. Dans le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisée par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1, l'évaluation du plan quinquennal a lieu :

- 1° à l'issue de la sixième année de son exécution pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011 et pour l'évaluation du plan reprenant les objectifs d'action et de programmation visés à l'article 19, § 3 pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;
- 2° à l'issue de la cinquième année de son exécution pour les opérateurs dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012;
- 3° à l'issue de la période de 4 ans et six mois pour les opérateurs du Service public de la lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012. »

Art. 15. Dans le même décret, l'article 15, alinéa 3, inséré par l'article 38 du décret-programme du 18 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'article 15, alinéa 2, c°, la décision du Gouvernement sur le maintien de la reconnaissance intervient au terme de la période quinquennale prolongée :

- 1° de deux ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011;
- 2° de deux ans pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;
- 3° d'un an pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012;
- 4° de six mois pour les opérateurs du Service public de la lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012. »

Titre III. — Disposition relative à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 16. A l'article 27 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études tel que modifié par le décret-programme du 17 décembre 2014 portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, aux dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux Infrastructures, à l'Enfance, à la Culture, à la Jeunesse, aux conditions d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à la Recherche, un quatrième alinéa est inséré et est rédigé comme suit :

« Pour l'année 2015, le montant prévu à l'alinéa 1^{er} est de 2.833.000 euros. »

Art. 17. A l'article 56 du même décret, un troisième alinéa est inséré et est rédigé comme suit : « Pour les années 2015 et 2016, l'indexation prévue au deuxième alinéa ne porte que sur 90 % du montant visé à l'alinéa 1^{er}. »

Titre IV. — Dispositions relatives au financement de l'Enseignement supérieur universitaire et non universitaire

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 18. A l'article 29, § 7 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, modifiée en dernier lieu par le décret-programme du 17 décembre 2014 précité, les mots « l'augmentation annuelle prévue pour 2015 est engagée et liquidée sur 3 ans à concurrence d'un tiers par an de 2015 à 2017 » sont remplacés par les mots « l'augmentation annuelle pour l'année budgétaire 2015 est de 1.333.000 euros ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés*

Art. 19. A l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Aux alinéas 2 et 3, les mots « 377,78 EUR » et « 251,20 EUR » sont respectivement remplacés par les mots « 380,64 EUR » et « 253,10 EUR ».
- 2° L'alinéa 4, est complété comme suit : « Exceptionnellement, pour les années 2015 et 2016, l'indice des prix du mois de janvier repris au numérateur de la formule d'indexation susvisée est l'indice du mois de janvier 2014 ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Art. 20. A l'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les mots « A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 21^{quater}, § 4, a) » sont remplacés par les mots « A ce montant est ajouté le montant visé à l'article 21^{quater}, § 3, a) ».

Titre V. — Dispositions relatives à la garantie octroyée par la Communauté française à l'Université libre de Bruxelles sur les engagements de pension

Art. 21. La Communauté française garantit le paiement annuel par l'Université libre de Bruxelles des traitements de pensions complémentaires auxquelles l'Université libre de Bruxelles s'est engagée auprès des membres de son personnel pensionnés avant le 1^{er} janvier 2011 conformément au statut du personnel en vigueur avant le 1^{er} janvier 2011 garantissant des pensions de retraite et de survie, égales à celles qu'obtiendrait un agent des Universités de la Communauté française, placé dans les mêmes conditions de carrière. La garantie accordée par la Communauté française ne peut dépasser la somme des engagements annuels encore à verser et estimés en 2015 à 168 millions d'euros.

Art. 22. La garantie octroyée à l'article 21 est conditionnée à la constitution par l'Université libre de Bruxelles d'une institution de retraite professionnelle, conformément à la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, à laquelle est transférée la charge de l'exécution des engagements de l'Université libre de Bruxelles en matière de pensions complémentaires pour les membres de personnel de l'Université libre de Bruxelles pensionnés avant le 1^{er} janvier 2011.

Art. 23. L'Université libre de Bruxelles verse chaque année le montant qui permet à l'institution de retraite professionnelle d'honorer les engagements de pension complémentaire.

Art. 24. Dans le cas où la garantie de la Communauté française visée à l'article 21 est activée, le montant pour lequel il est fait appel à cette garantie est déduit de l'allocation de fonctionnement versé par la Communauté française à l'Université libre de Bruxelles conformément à l'article 29 de la Loi du 27 juillet 1971 sur le fonctionnement et le contrôle des institutions universitaires.

Titre VI. — Dispositions finales

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 6 à 12 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2015 et des articles 16 à 20 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) Session 2014-2015

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 147-1. — Avis des commissions, n° 147-2 à n° 147-4; — Amendements de commission, n° 147-5 — Rapport, n° 147-6

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 juillet 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29363]

14 JULI 2015. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, Cultuur, de ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur – Academie voor onderzoek en hoger onderwijs), de financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en de waarborg van de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs

HOOFDSTUK I. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Artikel 1. In artikel 7, § 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een punt 5° toegevoegd, luidend als volgt :

“5°, een uitzonderlijke dotatie :

- In 2015 een bedrag van 20.000.000 euro
- In 2016 een bedrag van 20.600.000 euro
- In 2017 een bedrag van 6.900.000 euro”.

Art. 2. Artikel 8*bis*, § 2 van het voornoemde decreet van 5 februari 1990 wordt door de volgende tekst vervangen :

“Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld in paragraaf 1, wordt de dotatie bedoeld bij artikel 7, § 2, 3° ook jaarlijks vermeerderd met :

- Euro 2.656.000 van 2011 tot 2037
- Euro 2.656.000 van 2014 tot 2040
- Euro 2.656.000 van 2015 tot 2018
- Euro 2.656.000 van 2039 tot 2041”.

Art. 3. Paragraaf 3 van artikel 8*bis* van het voormelde decreet van 5 februari 1990 wordt door de volgende tekst vervangen :

“Niettegenstaande de vermeerderingen bedoeld bij de paragrafen 1 en 2 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 7, § 2, 3° ook vermeerderd met :

- Euro 1.585.000 van 2012 tot 2030
- Euro 1.490.000 in 2031”.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 4. In artikel 3, § 3*bis*, derde lid, b) van de wet van 29 mei 1959 zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2014, worden de cijfers “70,99 %” en “4,01 %” respectievelijk vervangen door de cijfers “70,33 %” en “4,67 %”.

HOOFDSTUK III. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd

Art. 5. In artikel 18, § 1, tweede lid, b) en e) van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2014, worden de cijfers “4,01 %” vervangen door de cijfers “4,67 %”.

HOOFDSTUK IV. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

Art. 6. In artikel 1, § 4*bis*, 1° van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, worden de volgende woorden toegevoegd : “Deze toelating kan enkel om uitzonderlijke redenen toegekend worden en inzonderheid na advies van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs of van het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van het daarvoor bevoegde PMS-centrum. Wordt de toelating geweigerd, dan kunnen de ouders nochtans aanvragen dat hun kind in het derde jaar van het kleuteronderwijs blijft met de instemming van de inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs of van het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs maar, in dit geval, komt de leerling niet in aanmerking voor de berekening van de omkadering en van de werkingsdotaties of –subsidies.”.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 7. In artikel 12, § 1, 1°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende zinnen toegevoegd op het einde van punt 1° :

“Voor de types 1, 3 en 8, moet het inschrijvingsverslag inzonderheid, desgevallend, volgens de nader door de Regering bepaalde regels, de begeleiding en de redelijke aanpassingen ingesteld in het gewoon onderwijs beschrijven en bewijzen dat deze onvoldoend bleken om voor een aan de specifieke behoeften van de leerling aangepaste leertoestand te zorgen.

Een gebrek aan beheersing van de onderwijstaal of het behoren tot een minder begunstigde sociale kring is geen voldoende reden om naar het gespecialiseerd onderwijs verwezen te worden.”.

Art. 8. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 44*quater* toegevoegd, luidend als volgt :

“Op voordracht van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, kan de Regering een aanvullend lestijdenpakket toekennen aan de scholen van het gespecialiseerd basisonderwijs die een pedagogie organiseren die aangepast is aan de autistische leerlingen die al dan niet door afasie getroffen zijn, die polygehandicapt of zwaar gehandicapt zijn maar die over intellectuele vaardigheden beschikken die ze toelaten toegang te hebben tot

schoolessen, tot het op integratie gericht gespecialiseerd onderwijs, tot de scholen voor gewoon of gespecialiseerd onderwijs die een bijzonder project organiseren ertoe strekkend een betere begeleiding van de leerlingen met specifieke behoeften te verwezenlijken.

Deze lestijden worden jaarlijks toegekend binnen de perken van de begrotingsmiddelen. Voor het jaar 2015-2016 stemmen deze middelen overeen met 50 % van de middelen verkregen door de wijziging van de maatregel opgenomen in paragraaf 2 tweede lid en paragraaf 3 van artikel 132 van hetzelfde decreet.

De aldus opgerichte betrekkingen kunnen niet aanleiding geven tot een benoeming of een werving in vast verband.”.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 97bis toegevoegd, luidend als volgt :

“Op voordracht van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, kan de Regering een aanvullend lestijdenpakket toekennen aan de scholen van het gespecialiseerd basisonderwijs die een pedagogie organiseren die aangepast is aan de autistische leerlingen die al dan niet door afasie getroffen zijn, die polygehandicapt of zwaar gehandicapt zijn maar die over intellectuele vaardigheden beschikken die ze toelaten toegang te hebben tot schoolessen, tot het op integratie gericht gespecialiseerd onderwijs, tot de scholen voor gewoon of gespecialiseerd onderwijs die een bijzonder project organiseren, ertoe strekkend een betere begeleiding van de leerlingen met specifieke behoeften te verwezenlijken.

Deze lestijden worden jaarlijks toegekend binnen de perken van de begrotingsmiddelen. Voor het jaar 2015-2016 stemmen deze middelen overeen met 50 % van de middelen verkregen door de wijziging van de maatregel opgenomen in paragraaf 2 tweede lid en paragraaf 3 van artikel 132 van hetzelfde decreet.

De aldus opgerichte betrekkingen kunnen niet aanleiding geven tot een benoeming of een werving in vast verband.”.

Art. 10. In artikel 132 van hetzelfde decreet, worden de §§ 2 en 3 door de volgende paragrafen vervangen :

“§ 2. Voor iedere geïntegreerde leerling in het gewoon basis- en secundair onderwijs, worden vier lestijden begeleiding verstrekt door personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor iedere leerling die onder het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 5, 6 of 7 ressorteert, geïntegreerd in de derde graad van het secundair onderwijs, worden acht lestijden begeleiding verstrekt door personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 3. In de 3e graad van het secundair onderwijs worden acht lestijden, buiten het totaal aantal lestijden/leraar, bovendien toegekend aan de inrichting voor gewoon onderwijs die de geïntegreerde leerling die onder het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 5, 6 of 7 ressorteert, opvangt.”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 11. In artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 1bis toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 1bis. Voor de periode van 1 september 2015 tot 31 augustus 2016 stellen de inrichtingen een aanhangsel bij hun PGAED (Algemeen actieproject voor de gedifferentieerde omkadering) op, op basis van een door de Regering bepaald model.”.

2° in § 3 worden de woorden “30 juni 2016” vervangen door de woorden “30 juni 2017” en de woorden “zesde en zevende” door de woorden “zevende en achtste”.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 44bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 44bis – In afwijking van artikel 3, eerste lid, artikel 4, eerste, achtste en negende lid, artikel 5, artikel 6, § 2, derde lid en § 4, artikel 7, § 2, derde lid en § 4, artikel 8, § 1, eerste en vijfde lid en § 2, eerste lid, wordt de vijfjarenperiode die op 1 september 2010 een aanvang had genomen tot 31 augustus 2016 verlengd.”.

Titel II. — Bepalingen betreffende Cultuur

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 13. § 1. Voor de jaren 2015 en 2016, gaat de Regering tot geen nieuwe erkenning over op basis van de volgende decreten :

- het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken,
- het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit,
- het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra,
- het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België.

Na raadpleging van de bevoegde adviesinstellingen bepaalt de Regering de nadere regels die specifiek zijn voor de aanvragen die ingediend moeten worden om opnieuw erkend te worden met ingang van de jaren 2017 en volgende met inbegrip van de nadere regels voor een nieuwe erkenning betreffende de dossiers ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. De Regering kan, op hun aanvraag, gedurende de jaren 2015 en 2016, de volgende instellingen erkennen :

- de culturele centra die al erkend waren op basis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;
- de centra voor expressie en creativiteit die reeds erkend waren op basis van de ministeriele omzendbrief van 1 november 1976 betreffende de centra voor expressie en creativiteit, alsook de niet-erkende vzw's die een aanvraag om erkenning als centrum voor expressie en creativiteit vóór 30 juni 2015 hebben ingediend;

- de federaties voor amateurkunstpraktijken die reeds erkend waren op basis van het koninklijk besluit van 16 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de erkenning van en het verlenen van toelagen aan de nationale en regionale organisaties voor voortdurende scholing;

mits de voortzetting van de enige subsidies die toegekend waren vóór deze erkenning in afwijking van respectief de bepalingen van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra en van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit. Voor de niet-erkende vzw's die een aanvraag om erkenning als centrum voor expressie en creativiteit vóór 30 juni 2015 hebben ingediend, zal de erkenning zonder subsidieverlening geschieden.

§ 3. In artikel 106, § 2, van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra :

- wordt het eerste lid met de volgende zin aangevuld "Vanaf 1 september 2015 zijn de bepalingen van dit decreet op ze van toepassing".

wordt het derde lid aangevuld met de woorden "behoudens afwijking van de Regering met als doel de toepassing in 2017 van de subsidieverlening bedoeld bij hoofdstuk VII ten gevolge van beslissingen van de Regering genomen in 2017."

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 14. In het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt artikel 14, § 1, tweede lid, vervangen door hetgeen volgt :

"In afwijking van het eerste lid, vindt de evaluatie van het vijfjarenplan plaats :

- 1° op het einde van het zesde jaar van zijn uitvoering, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011 en voor de evaluatie van het plan met de actie- en programmatiedoelstellingen bedoeld bij artikel 19, § 3, voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector en waarvan de programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011;
- 2° op het einde van het vijfde jaar van zijn uitvoering, voor de operatoren van wie de erkenning uitwerking heeft genomen met ingang van 1 januari 2012;
- 3° op het einde van de periode van vier jaar en zes maanden voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking heeft genomen met ingang van 1 juli 2012."

Art. 15. In hetzelfde decreet, wordt artikel 15, derde lid, ingevoegd bij artikel 38 van het programmadecreet van 17 december 2014, vervangen door hetgeen volgt :

"In afwijking van artikel 15, tweede lid, c°, vindt de beslissing van de Regering over het behoud van de erkenning plaats op het einde van de vijfjarenperiode, die verlengd wordt met :

- 1° twee jaar, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011;
- 2° twee jaar, voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector en waarvan de programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011;
- 3° één jaar, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 januari 2012;
- 4° zes maanden, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 juli 2012."

**Titel III. — Bepaling met betrekking tot de Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)
(Academie voor onderzoek en hoger onderwijs)**

HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 16. In artikel 27 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 2014 houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de dotaties en subsidies toegekend aan sommige instellingen met een beheersovereenkomst, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, de Infrastructures, het Kleine Kind, de Cultuur, de Jeugd, de voorwaarden voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van diploma's en studiegetuigschriften uit het buitenland, de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)", de financiering van het universitair hoger onderwijs en het Onderzoek, wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor het jaar 2015 is het bedrag bedoeld bij het eerste lid 2.833.000 euro."

Art. 17. In artikel 56 van hetzelfde decreet wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de jaren 2015 en 2016 slaat de indexering bepaald bij het tweede lid enkel op 90 % van het bedrag bedoeld bij het eerste lid."

Titel IV. — Bepalingen met betrekking tot de financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling

Art. 18. In artikel 29, § 7, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, laatst gewijzigd bij het voormelde programmadecreet van 17 december 2014, worden de woorden "de jaarlijkse verhoging voor 2015 wordt voor 3 jaar vastgelegd en vereffend in verhouding tot één derde per jaar van 2015 tot 2017" vervangen door de woorden "de jaarlijkse verhoging voor het begrotingsjaar 2015 bedraagt 1.333.000 euro".

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

Art. 19. In artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het tweede en derde lid worden de woorden “377,78 euro” en “251,20 EUR” respectief vervangen door de woorden “380,64 EUR” en “253,10 EUR”.
- 2° het vierde lid wordt aangevuld als volgt : “Uitzonderlijk, voor de jaren 2015 en 2016, is het indexcijfer van de prijzen van de maand januari opgenomen in de teller van de bovenvermelde indexeringsformule dat van de maand 2014.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 20. In artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de woorden “Wordt toegevoegd aan dit bedrag, het bedrag bedoeld bij artikel 21^{quater}, § 4, a)” vervangen door de woorden “Wordt toegevoegd aan dit bedrag, het bedrag bedoeld bij artikel 21^{quater}, § 3, a)”.

Titel V. — Bepalingen betreffende de waarborg toegekend door de Franse Gemeenschap aan de Université libre de Bruxelles op de verbintenissen inzake pensioenen

Art. 21. De Franse Gemeenschap waarborgt de jaarlijkse uitbetaling door de Université libre de Bruxelles van wedden van aanvullende pensioenen waartoe de Université libre de Bruxelles zich heeft verbonden ten opzichte van de in rust zijnde leden van haar personeel vóór 1 januari 2011 overeenkomstig het statuut van het personeel dat van kracht was vóór 1 januari 2011 waarbij rust- en overlevingspensioenen worden gewaarborgd, gelijk aan deze die verkrijgbaar zouden zijn door een ambtenaar van de Universiteiten van de Franse Gemeenschap, indien deze zich in dezelfde loopbaanomstandigheden zou bevinden. De door de Franse Gemeenschap toegekende waarborg kan niet de som van de jaarlijkse vastleggingen overschrijden die nog gestort moeten worden en die in 2015 op 168 miljoen euro geraamd worden.

Art. 22. De waarborg in artikel 21 wordt toegekend op voorwaarde dat de Université libre de Bruxelles een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening, overeenkomstig de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, opricht, aan welke de opdracht wordt overgedragen van de uitvoering van de verbintenissen van de Université libre de Bruxelles inzake aanvullende pensioenen voor de in ruste gestelde personeelsleden van de Université libre de Bruxelles vóór 1 januari 2011.

Art. 23. De Université libre de Bruxelles stort elk jaar het bedrag dat de instelling voor bedrijfspensioenvoorziening toelaat haar verbintenissen inzake aanvullend pensioen na te komen.

Art. 24. Ingeval de waarborg van de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 21 geactiveerd wordt, wordt het bedrag waarvoor een beroep op deze waarborg wordt gedaan, afgetrokken van de werkingstoelage gestort door de Franse Gemeenschap aan de Université libre de Bruxelles overeenkomstig artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling.

Titel VI. — Slotbepalingen

Art. 25. Dit decreet treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 6 tot 12, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2015 en de artikelen 16 tot 20, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 147-1. — Commissieadviezen, nr. 147-2 tot nr. 147-4.-
Commissieamendementen, nr. 147-5. — Verslag, nr. 147-6.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 14 juli 2015